

Paris, lundi 7 décembre 2015

Un remède radical à la crise : distribuer directement de l'argent de la banque centrale vers l'économie réelle

L'argent est le sang de l'économie, comme le dit le dicton, " l'argent fait marcher le commerce"; mais quand trop peu d'argent circule dans l'économie, les affaires vont mal, les gens ne dépensent pas et c'est la crise qui plombe l'activité.

La période actuelle illustre tout à fait cette situation, sur fond de chômage et de crainte liée aux attentats; c'est pourquoi, plus que jamais, on a besoin d'argent; de beaucoup d'argent qui circule; or les politiques économiques mises en place consistent à retirer l'argent de l'économie, plutôt que de l'y injecter (nous pensons à tous les impôts et charges sociales, ainsi qu'aux restrictions budgétaire...).

Une équation économique peu connue, mais qui se vérifie dans le temps et dans l'espace, i.e. pour tous les pays du globe, est la suivante : **PIB \Leftrightarrow M3**; le **PIB** (produit intérieur brut), i.e. richesse (valeur ajoutée) créée en un an par le pays **est équivalent à la masse monétaire M3** (billets et pièces en circulation + dépôts à vue des ménages et des entreprises + dépôts à court terme + SICAV et fonds communs de placement monétaires); cette masse monétaire M3 correspond à l'argent directement disponible sans risque de perte en capital (à la différence par exemple des placements en actions ou en obligations).

Dans ces conditions, si l'on injecte dans l'économie réelle 100 de masse monétaire (par exemple en créditant d'autant les comptes en banque des ménages et des petites entreprises), on provoquera dans les mois qui suivent un **accroissement équivalent du PIB**, faisant ainsi repartir sans tarder l'économie et la croissance.

Une façon très simple de réaliser cette opération consisterait, pour notre pays, à ce que la Banque de France demande à la BCE de lui fournir l'équivalent par exemple de **200 milliards d'euros**, soit 10% de notre PIB ou 10% de notre masse monétaire M3. Cet argent serait distribué sous forme de **subventions non remboursables**, par exemple à hauteur de 5 000 € par ménage et de 30 000 € par petite entreprise, en les laissant libres d'en faire ce qu'ils veulent (une variante pouvant consister à consacrer une partie de ces sommes aux investissements des collectivités publiques). De cette façon, on ferait rapidement repartir l'économie, tout en regonflant le moral des entrepreneurs et des ménages.

Le coût de cette opération serait quasi-nul, car il s'agirait juste de créditer quelque dizaines de millions de comptes bancaires privés par le biais de la Banque de France, chaque ménage ou chaque entreprise fournissant un RIB à créditer sur sa banque personnelle. Et cela ne coûterait rien à la BCE, car elle fabrique de l'argent gratuitement...

Par la même occasion, ce serait un **moyen de combattre la déflation**, sujet de préoccupation actuel majeur de la banque centrale, l'augmentation de la masse monétaire pouvant de fait favoriser une légère reprise des prix à la consommation.

Il convient en outre de préciser que, depuis l'avènement de l'euro, nous ne sommes plus dans le contexte d'une monnaie faible (tel le franc français face au deutschemark), mais au contraire dans celui d'une **monnaie forte**, et même parfois considérée comme trop forte; il n'y a donc aucun risque à en accroître la masse monétaire, bien au contraire; avec l'euro, l'inflation est définitivement jugulée; **"l'euro vaut de l'or"...**

Il convient de préciser également que cette opération se distingue totalement du **"quantitative easing"** mis en œuvre depuis huit ans par la BCE, et consistant à inonder le secteur bancaire de milliers de milliards de liquidités issues de la Banque Centrale : le problème, c'est que les banques gardent le gros de l'argent pour elles, en le replaçant auprès de la BCE; de plus, le peu qu'elles prêtent aux ménages et aux entreprises doit être remboursé intégralement et avec intérêts, ce qui est parfois difficile en période de crise, quand les affaires marchent mal et que les revenus stagnent...

Conclusion : si vous avez été convaincu par cette proposition, merci d'en soutenir l'idée, de la faire connaître et de la diffuser largement, d'en faire de la publicité, pour qu'elle parvienne depuis de multiples sources aux oreilles des hommes (et des femmes) politiques qui comptent dans notre pays, ainsi qu'aux grands responsables de la BCE !

Joseph Leddet, économiste et consultant financier

<joseph.leddet@ensae.org>

